

## **POLITIQUE**

### **Retraite : et si l'on incitait les français à capitaliser ?**

*Comment le cacher ? A propos de nos retraites, le tintamarre politicien et la mousse médiatique qui va avec commencent à agacer. Pire, ces vrais-faux débats, après deux années de concertation, de dîners, de colloques et de conférences, nous font parfois honte. Faute de textes de référence, en l'absence de chiffres montrant l'enjeu de la réforme et l'ampleur de la facture à venir, faute de débatteurs compétents, les marcheurs macroniens et les syndicalistes boxent depuis des mois dans le vide, brassent du flou et du mou, défilent dans le brouillard. Jusqu'à ce que le Premier Ministre ait enfin soulevé un coin du voile, jeudi dernier. En matière d'irresponsabilité et de ridicule, on a atteint des sommets, en cette fin d'année. Jusqu'à suggérer, au plus haut sommet de l'Etat, première historique, qu'une partie de la loi future puisse ne s'appliquer qu'au milieu de ce siècle, lorsque nos ados d'aujourd'hui seront grands-pères !*

Autres questions existentielles, un roulant de la SNCF pourra-t-il partir à la retraite à l'âge de 52 ans avant ou après 2037 ? Est-il scandaleux de partir à la retraite à taux plein à « l'âge pivot » de 64 ans en 2027, sachant qu'aujourd'hui en France le salaire moyen part à l'âge de 63 ans et demi ? Seule l'averion pour le travail de la CFDT, qui avec les 35 heures a déjà lourdement handicapé l'économie française, au début de ce siècle, peut expliquer ce refus paranoïaque de l'âge de 64 ans, un des plus faibles d'Europe. On n'en est plus à une ineptie près.

### Immaturité

Chacun s'époumone, pérorne, vocifère. Le syndicalisme consiste désormais à empêcher les français de travailler, en abusant des services publics des transports, pour contraindre l'Etat à l'impuissance. La presse de nos pays-voisins, partenaires européens s'en amuse d'ailleurs, depuis 15 jours, renforçant un peu plus notre réputation d'exaltés, de brailleurs, de cervelles de colibris, colportant des images que nous entretenons nous-mêmes depuis des siècles sans songer qu'elles nous nuisent.

Chacun l'a compris, il s'agit ici non pas de traiter une urgence sociale mais d'une volonté politique de mener « une réforme historique », une « refondation » comme l'a dit avec emphase le Président Macron vendredi dernier à Bruxelles, d'ériger une statue. Il est urgent pour Emmanuel Macron de tenter de redorer son blason, après le fiasco des gilets jaunes, et surtout de préempter l'électorat âgé de François Fillon (20% du corps électoral), de le flatter, dans la perspective de 2022. Tout le reste est littérature. Redressée par François Fillon et Eric Woerth sous l'autorité de Nicolas Sarkozy, il y a dix ans, la retraite aujourd'hui faiblement déficitaire n'est plus une priorité nationale, à ceci près que des aménagements (la pension minimale à 1000 euros, les carrières hachées et les cotisations modiques des agriculteurs, l'adaptation de l'âge de départ à la durée de vie) soient nécessaires. Tandis que la lutte contre la dépendance, qui elle en est une, et de taille, ne suscite curieusement aucun projet, aucun financement significatif. Que ces interminables débats soient agrémentés, à la veille des fêtes de Noël et du Nouvel An, par des rituels blocages et désordres dans les transports publics, n'étonnent plus. Ils sont le signe d'une immaturité politique persistante, d'un folklore idéologique suranné, d'un Etat déconsidéré parce que dépourvu d'autorité. Il est indigne d'un pays développé, où les services publics encensés du matin au soir sont gorgés de moyens budgétaires comme nulle part ailleurs, qu'on en soit réduit à demander que des trains puissent circuler pendant les fêtes de fin d'année, fêtes familiales entre toutes. Vivement l'arrivée de la concurrence sur le rail français, vivement la création d'un « *airbus du rail* » en Europe, et vivement un véritable service minimum qui respecterait enfin le client, citoyen et... financeur d'un outil public confisqué par des intérêts corporatistes.

### Déconnade

Depuis deux ans, les français ne cessent de digérer d'amères et indigestes potions. Au choix : abandon de Notre Dame des Landes et professionnalisation des casseurs vêtus de noir, statut des cheminots et décapitade d'une SNCF enkystée dans un statut public étouffant, overdose fiscale à sauce écologique et gilet-jaunisation de nos ronds-points, casses du samedi et causeries macroniennes en salles polyvalentes. Désormais, priorité à la « *France des grands pères* ». Nos jeunes paieront nos choix irresponsables et nos dettes colossales... lorsqu'ils seront vieux ! Le jeune Président rêve ainsi de faire l'Histoire avec le dernier carré de nos soixante-huitards attardés. Sur la chaîne d'information LCI, c'est drôle, les

chroniqueurs macroniens les plus enflamés sont deux anciens anars-lanceurs de pavés en 1968, aujourd'hui grands-pères, Dany Cohn-Bendit et Romain Goupil.

Foin de l'urgence climatique et de la transition énergétique, foin de la lutte pour la réindustrialisation et l'emploi dans la perspective de l'intelligence artificielle, foin de la formation des jeunes, du redressement de l'école et des menaces de la domination mondiale numérique qui pèsent sur l'Europe ! Il est urgent, nous disent nos éminences, de se pencher sur le sort de nos anciens, dont l'amélioration du niveau de vie est pourtant l'une des réussites des décennies passées. Lesquels anciens, toutes les études le montrent, n'ont jamais connu dans l'Histoire un sort plus enviable qu'aujourd'hui. Si enviable qu'à coup sûr un futur « *pacte jeunes* » nous pend au nez. « *Il est temps en 2020 de ramener les débats sur les rives du dynamisme, de s'occuper moins des 14% inactifs du PIB (2) et plus des 86% productifs* » s'offusque un éditorialiste du quotidien de l'économie Les Echos, Eric Le Boucher.

S'agissant des anciens soixante-huitards évoqués plus haut, on remarque qu'avec les philosophes Ferry, Finkielkraut et Bruckner, nombre d'entre eux n'ont pas sombré dans la nostalgie et le gâtisme, demeurent actifs, pétillants et informés, au point qu'ils sont moins invités que d'autres à la télévision. Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire Le Point, la semaine dernière, Pascal Bruckner dissèque avec talent une spécificité française, « *la haine du travail* », toile de fond de ce dossier retraite et obsession de la CFDT. Et il déplore, « *nous voici repartis, pour reprendre un terme sartrien, dans la déconnade totale* ».

### Deux jambes

Dans ce pacte entre générations, dont le Premier Ministre a souligné la nécessité la semaine dernière, il faudra bien que la France, comme le font la plupart des pays développés, se décide à marcher sur ses deux jambes. C'est-à-dire libère, au côté du système de retraite par répartition qui finance aujourd'hui 98% des pensions, un système de retraite par capitalisation. Les textes en préparation contiendraient, nous dit-on, une ouverture en faveur de la capitalisation... hélas réservée aux hauts salaires de plus de 120 000 euros par an. En s'appuyant sur des fonds de pensions et les marchés financiers, qui démontrent en finançant la dette de l'Etat leur efficacité au service de missions publiques, la capitalisation (évidemment régulée et encadrée) devrait permettre aux français, épargnants solides et prolifiques, de compléter l'effort des actifs-cotisans, de manière à renforcer la solidarité due à nos anciens. Si la capitalisation fait le bonheur de nos vertueux voisins suisses, à des niveaux de pension de retraite qui laissent rêveurs, on ne nous dit jamais qu'elle mixe aussi le système à points suédois, porté aux nues par les experts socio-démocrates et les « *startups* » proches du Président Macron.

Il serait utile que l'on se décide, en France, à marcher sur nos deux jambes, à regarder autour de nous ce qui se fait de moins idéologique, de plus pertinent et de plus efficace. Quelques médias mis à part, le silence le plus lourd est observé sur le rôle des fonds de pension en matière de placements-retraite, et sur la place qu'occupe désormais la capitalisation au côté de la répartition, dans l'architecture des systèmes de retraite. Chez nous, c'est horreur et damnation ! Pourtant, il apparaît clairement que la répartition a été pendant longtemps le système idéal, lorsque les actifs étaient nombreux, la croissance forte et les retraités peu concernés par les progrès médicaux et l'allongement de la durée de la vie... Mais la situation est aujourd'hui inversée, et se pose la question délicate du

financement par un seul actif, ou presque, d'une pension de retraite ! ... A cet égard, les vrais chiffres indiquent qu'actuellement un actif supporte 0,74% d'un retraité, contre 0,24% en 1960.

### Jaurès, au secours !

Récemment, l'Institut économique Molinari, animé par des économistes refusant d'être comme leurs confrères farcis de dogmes marxistes, a publié une étude explosive. La France, explique-t-il, se prive de 61 milliards d'euros de ressources financières, soit 20% du total des pensions de retraite versées, en n'utilisant pas le système de capitalisation adopté par la plupart des pays de l'OCDE. Qui déverrouillera le dossier en France ? Timidement, le Ministre Bruno Le Maire a esquissé dans sa loi Pacte une modernisation de l'épargne retraite, mais une chape de plomb repose encore sur elle. C'est hélas compréhensible. En effet, l'Etat, plus exactement sa tirelire la Caisse des Dépôts, est le premier bénéficiaire des montagnes de milliards entassés sur les livrets (peu rémunérateurs) de caisses d'épargne, et verrait d'un mauvais œil assureurs et banquiers proposer aux futurs retraités des placements attractifs...

Les dirigeants de l'Institut Molinari, Cécile Philippe et Nicolas Marques, regrettent que la réforme actuelle opère « un vaste mouvement d'étatisation » de notre système de retraite », d'autant plus paradoxal que l'Etat n'a pas été capable de générer des excédents sur ses dépenses publiques depuis 1974. « *Si nous avions été aussi prévoyants que le Danemark, les Pays Bas et la Suède, nos fonds de retraites publics et privés généreraient 5,8% de notre richesse nationale (PIB), expliquent-ils. On se prive ainsi de 136 milliards d'euros chaque année, soit 42% des pensions distribuées, soit encore 5400 euros par tête et par an ! Le constat est d'autant plus cruel que de nombreux français pensent à la capitalisation, sans savoir qu'il en est idéologiquement privé. « J'ai cotisé pour ma retraite » nous dit-on souvent. Rien n'est plus faux. Avec le seul système de la répartition, les actifs financent la retraite de leurs parents. La leur sera assurée par leurs enfants. Rien ne sera fondamentalement changé avec un système à points...*

Cécile Philippe et Nicolas Marques ont en besace deux arguments, qui peuvent être considérés comme polémiques, mais qui font mouche. Il existe en France un fonds de pension, un seul, la Préfon, réservé exclusivement aux fonctionnaires et assimilés. Il assure le versement de revenus et rentes, et son conseil d'administration est composé de partenaires sociaux, syndicalistes notamment. Très discrètement. Par ailleurs, nos économistes iconoclastes relèvent avec un fin sourire que Jean Jaurès, le grand Jaurès, père spirituel de la gauche française, était un grand pragmatique et militait pour la capitalisation en matière de retraite ouvrière. Jaurès, qui n'avait pas oublié d'être intelligent et visionnaire, y voyait même un moyen efficace pour les prolétaires, un jour, d'acheter entreprises et propriétés des capitalistes. Histoire, dira-t-on plus tard, de ne pas désespérer Billancourt.

**C.L.D'ESCLAS.**

## IMPORTANT

Pour être publiés, vos courriers doivent mentionner nom, prénom et adresse. Chaque texte ne devra pas excéder 1.200 signes. Etant donné l'abondance du courrier, la rédaction se réserve le droit de ne publier que les articles les plus significatifs.